

OUBLIER CLAUSEWITZ: LA LEÇON QUE L'ARMÉE CANADIENNE DOIT TIRER DE L'AFGHANISTAN

par Andrew Godefroy



Bildarchiv Preussischer Kulturbesitz/Art Resource, à New York

Carl von Clausewitz.

« Et maintenant Clausewitz : ses écrits révévés portent tant sur la place et l'importance de la tactique que sur tous les sujets relatifs à la guerre, mais il ne faut plus en parler comme d'un tacticien, pas plus qu'un archevêque doit être qualifié de diacre. Il ne faut pas non plus en parler comme d'un grand général, voire d'un stratège, même si à l'époque où il a occupé le poste mondain de chef de l'état-major prussien, au cours de l'hiver 1830-1831, il a conçu un plan qui, comme nous le verrons, a forcé certains d'entre nous à gagner la Belgique. » (Traduction)

- Colonel A.T. Hunter,
Canadian Defence Quarterly, avril 1926

Je trouve toujours déconcertant que chaque fois que je suggère à mes collègues officiers qualifiés de l'Armée de terre ou spécialistes des études sur la guerre qu'il serait temps que l'Armée canadienne se détache de Clausewitz, tous me regardent comme si j'avais battu leur chien et voler leur doudou. Près de deux décennies de conflit dans les Balkans et en Asie du Sud-Ouest nous ont montré, à maintes reprises et assez clairement, que peu importe la force

avec laquelle nous frottons la lampe magique que constitue la pensée de Clausewitz, il n'y a, en réalité, que bien peu d'avantages à tenter de refaire de nous-mêmes des philosophes et des officiers d'état-major prussiens du 19^e siècle. Toutefois, châtier l'Armée canadienne simplement parce qu'elle s'accroche à Clausewitz et tente d'adapter sa pensée à nos problèmes stratégiques, opérationnels et tactiques modernes, serait quelque peu injuste. Comme membre traditionnel de l'OTAN à l'époque de la guerre froide et comme élément important de la force terrestre ABCA, il était largement inévitable que nos alliés, plus puissants et plus influents, nous enfoncent Clausewitz dans la gorge. Mais maintenant, surtout après la campagne canadienne en Afghanistan, où l'Armée de terre a souvent montré qu'elle pouvait réussir en faisant appel à ses seules ressources, cette même armée doit oublier ce philosophe européen dépassé et obtus qui lui a été imposé. Il est temps que l'Armée canadienne se concentre davantage sur ses propres agents stratégiques, opérationnels et tactiques de changement militaire, agents probablement plus pertinents.

Il reste difficile de déterminer ce qui est pire : que trop de présentations PowerPoint de l'Armée de terre commencent encore en affirmant que la guerre froide est chose du passé ou qu'en dépit de cette affirmation, nous devrions, quelque deux décennies plus tard, nous accrocher aveuglément aux idées d'un homme qui nous a transmis la sagesse militaire qui aurait pu permettre à l'OTAN de sortir vainqueur d'une guerre défensive terrestre classique contre l'armée soviétique et ses alliés au pacte de Varsovie, si jamais la guerre froide s'était « réchauffée ». Apparemment, deux missions s'étendant sur des décennies, l'une concernant le « maintien de la paix » et l'autre, des opérations de contreinsurrection (COIN), ne suffisent pas à inciter des soldats et des instructeurs à revenir à l'histoire militaire du Canada et aux penseurs qui l'ont façonnée pendant un siècle. Et pourtant, la plus courte étude de notre passé militaire met en évidence de nombreux exemples pertinents et bien des études de cas qui devraient recevoir plus d'attention.

Par exemple, on peut se demander pourquoi la Malaisie, l'Algérie, voire l'Irlande du Nord, sont à la base des études de cas préférées d'une armée qui, au début du 20^e siècle, était déjà venue à bout de pas moins de quatre insurrections distinctes sur son propre sol et d'une autre, de l'autre côté du monde. À cela, il convient d'ajouter une remarquable réalisation, soit la stabilisation d'une région au moins aussi grande que la plupart des autres pays du monde, le tout en combinant une politique avisée à une dissuasion suffisante pour préserver l'intégrité territoriale. Malgré tout, notre formation professionnelle fait mystérieusement l'impasse sur des événements comme les rébellions et l'insurrection de 1837-1838, la menace posée par les Fenians pendant vingt ans environ (1855-1875), les insurrections répétées dans le Nord-Ouest entre 1870 et 1885, ainsi que la campagne anti-insurrectionnelle de grande envergure menée en Afrique du Sud et à laquelle ont participé des Canadiens, de 1899 à 1906 approximativement. Au lieu de cela, nous persis-

tons à commettre les mêmes erreurs que nos alliés américains ont faites après le Vietnam : plutôt que de tirer les leçons des guerres au cours desquelles nous avons combattu, nous nous inspirons de guerres auxquelles nous aurions voulu participer.

En matière d'opérations de paix et de stabilisation, l'histoire du Canada est presque autant ignorée en termes de concepts et de doctrine, et elle est presque absente des programmes d'études de nos collègues de commandement et d'état-major. Au lieu d'examiner les leçons à tirer de la dramatique tentative faite par l'Armée canadienne à la fin de la Première Guerre mondiale en vue de stabiliser la Russie impériale ou au lieu d'étudier ses prouesses lors de la stabilisation des Pays-Bas à la fin de la Seconde Guerre mondiale, nos officiers de l'Armée de terre sont gavés d'études de la RAND Corporation sur les efforts américains d'après-guerre en Allemagne et au Japon. Plutôt que d'étudier nos nombreux engagements militaires en temps de paix, dans des lieux comme le Ghana et la Tanzanie dans les années 1960 pour en tirer des leçons sur la réforme du secteur de la sécurité civilo-militaire, nous nous tournons sans cesse vers des études américaines et britanniques que même les forces armées de ces deux pays ne prennent pas la peine d'approfondir.

Il n'y a vraiment aucune excuse pour ostraciser de la sorte notre propre histoire militaire. Même si nos alliés ont souvent tenté de présenter les penseurs militaires canadiens comme des intrus bucoliques dans le domaine de la pensée stratégique, traditionnellement dominé par les Européens, l'Armée canadienne a produit plus que sa part de penseurs perspicaces, dont certains ont rédigé des analyses étonnamment précises de l'évolution de la guerre moderne. Considérons, par exemple, le cas du Lieutenant-colonel George Taylor Denison III, antagoniste mais remarquablement observateur, qui, entre 1870 et 1880, a osé remettre en question la cavalerie britannique concernant l'avenir de la guerre montée. Universellement condamné par les officiers de la cavalerie britannique pour les idées controversées qu'il exposait, le livre de Denison a été néanmoins récompensé par le tsar de Russie et, peu après, il a été également traduit en russe, en allemand et même en japonais car les armées de ces pays l'ont adopté. Cette situation imprévue n'a indigné que davantage l'ensemble de la cavalerie britannique, mais lorsque les événements de la guerre des Boers ont montré le bien-fondé des idées de Denison, ses critiques les plus virulents se sont tus. (Note : La première guerre des Boers, aussi appelée « guerre du Transvaal », a eu lieu de décembre 1880 à mars 1881.)

La seconde guerre des Boers (d'octobre 1899 à mai 1902) a produit d'autres penseurs militaires dignes de mention; parmi eux, citons le Lieutenant-colonel Lawrence Buchan, dont l'évaluation du travail de l'infanterie canadienne en Afrique du Sud laissait présager la philosophie actuelle de l'Armée de terre, soit de mettre sur pied et de maintenir une force stratégiquement pertinente et tactiquement décisive. Le Collège militaire royal du Canada, à Kingston, a

aussi formé des soldats avisés et à la pensée avant-gardiste. Mentionnons des diplômés comme William Heneker, qui a rédigé une analyse fondamentale des guerres de petite envergure, *Bush Warfare*, ou Charles Dobell, qui a commandé aussi une division lors de la troisième guerre anglo-afghane (1919). Il ne s'agit là que de deux de nos soldats, dont les idées et les écrits devraient être davantage étudiés.

Même le général canadien le plus célèbre, Sir Arthur Currie, est souvent laissé de côté au profit de personnages plus « clausewitziens », comme le Lieutenant-général Guy Simonds ou le toujours populaire Major-général Bert Hoffmeister. Currie avait peu de traits communs avec l'idéal clausewitzien – il ne se considérait pas comme un génie, il ne croyait pas aux batailles décisives uniques qui permettaient de gagner des guerres et il ne souscrivait pas à la « prise de risques centrée sur le commandement » et préférait une analyse de mission et une planification en bonne et due forme. Par ailleurs, Currie rejetait les notions du philosophe prussien selon lesquelles il lui fallait trouver des génies parmi ses commandants subalternes au lieu de déployer le Corps canadien aussi en profondeur que possible et de disposer de bons commandants qui faisaient le travail en ne commettant qu'un minimum d'erreurs. Currie estimait que la chance n'avait rien à voir avec le combat, sujet à l'imprévu, et où le succès dépendait de l'intuition. C'était un homme d'affaires, c'est-à-dire qu'il prenait des risques, mais qu'il ne comptait pas sur la chance; il a bâti les succès de son corps d'armée sur les leçons tirées de batailles précédentes, pas sur une philosophie ancienne. Et Currie a combattu avec succès et a contribué à vaincre une armée qui, ultimement, n'a pas mené à bien l'attaque contre la France que Clausewitz visualisait dans la conclusion de *De la guerre*.



Des fantassins canadiens affrontent les Boers, le 18 février 1900.

James Cooper Mason/Bibliothèques et Archives Canada/PA-181414

William Rider-Rider/ministre de la Défense nationale du Canada/
Bibliothèques et Archives Canada/PA-90394Z



Sir Arthur Currie (à cheval, à gauche) et les troupes canadiennes arrivent en Allemagne en décembre 1918.

Ainsi, à la lumière de l'héritage important et, manifestement, fort utile de l'Armée canadienne en matière d'études sur la guerre, il ne faut pas craindre de se demander pourquoi cet héritage a été mis de côté si facilement et remplacé par la « sagesse clausewitzienne ». Un examen superficiel des circonstances qui conduisent au retour de Clausewitz dans la pensée militaire occidentale et, plus spécifiquement, dans les concepts et la doctrine de l'Armée de terre canadienne, permet d'aboutir à une explication.

L'approche « défensive » de la guerre froide, qui a défini les forces armées américaines pendant près de trois décennies, est apparue pour la première fois peu après la guerre du Vietnam. La politique défensive nationale des États-Unis, d'abord mentionnée par Eisenhower, s'est réalisée pendant cette période, et l'abandon par les États-Unis, sous le coup de l'émotion, des leçons tirées de ce conflit, a incité aussi le pays à rejeter une grande partie de son héritage militaire : succès lors de guerres offensives, face à des insurrections, etc. Le post-modernisme a poussé encore davantage l'idée selon laquelle l'histoire est synonyme de passé, et la nouvelle génération de militaires de haut niveau, désireuse d'oublier l'expérience du Vietnam, a fait en sorte que pour les concepts et la doctrine de l'armée américaine, on abandonne l'approche « basée sur les leçons » pour adopter une approche « basée sur la théorie ». Pour que cette transition réussisse, il a fallu rompre avec le passé militaire des Américains pour se tourner vers des exemples étrangers, comme la guerre du Kippour, tandis que le penseur militaire prussien Clausewitz devait fournir sagesse et perspicacité.

Même si Clausewitz et son « art des opérations » n'apparaissent pas officiellement dans la doctrine de l'armée américaine avant la publication de l'édition 1986 du manuel de campagne FM100-5, cette philosophie est déjà solidement implantée dans l'armée américaine et, de ce fait, elle prend place à l'OTAN au cours des années 1970. À cette époque, des officiers supérieurs influents de l'armée américaine ont poussé

plus avant ce lien en publiant plusieurs études vantant la machine de guerre prussienne. Par exemple, le Colonel T.N. Dupuy, dans son ouvrage intitulé « *A Genius for War: The German Army and the General Staff, 1807-1945* », publié en 1977, ne semblait pas trop se formaliser du fait que le soi-disant génie de l'Allemagne et l'adhésion des militaires allemands aux idées de Clausewitz avaient mené à des pertes colossales au cours des deux conflits mondiaux.

Malheureusement, peut-être, pour l'Armée canadienne, Clausewitz envahissait l'esprit des penseurs militaires américains et de ceux de l'OTAN à une époque où elle affrontait ses propres démons en

matière de concepts et de doctrine. Vers le milieu des années 1970, les derniers anciens combattants ont quitté les rangs de l'armée, si bien qu'une nouvelle génération de soldats avait la lourde tâche de rédiger les concepts et la doctrine post-modernes d'une toute nouvelle armée « post-atomique ». La récente unification des Forces canadiennes a également obligé l'Armée de terre à abandonner une grande partie de ses traditions et de son histoire; ces deux ruptures avec le passé, combinées à son rôle de soutien au sein du Groupe d'armées centre de l'OTAN (CENTAG), signifiaient que des cadres et des formules parfaitement éprouvés devenaient caducs, malgré leur succès manifeste depuis longtemps. L'armée américaine avançait, obligeant par ricochet le reste des forces terrestres de l'OTAN à faire de même.

Par conséquent, vers le milieu des années 1970, l'assise philosophique de longue date de l'Armée de terre canadienne disparaissait tandis que sa capacité traditionnelle offensive et expéditionnaire visant à soutenir les intérêts nationaux cédait le pas à un modèle plus subtil dit « projection par la participation ». Même si elle a raisonnablement bien atteint les objectifs politiques, au Canada comme à l'étranger, l'institution a payé un fort prix, intellectuel, en choisissant la médiocrité et l'imitation plutôt que l'excellence canadienne.

Comme l'armée américaine l'a elle-même appris plus tard, faire de l'Armée canadienne de nouveaux Prussiens du 19^e siècle était sans doute la pire façon de régler la crise suivant l'unification, mais notre rôle subalterne au sein des pays ABCA et du CENTAG ne laissait d'autre choix que de suivre la direction imposée par les forces terrestres américaines. Tant la proximité géographique que le contexte des rôles et des missions de l'armée au cours des années 1970 et 1980 ont fait en sorte que tout développement intellectuel survenant dans l'armée américaine se répercutait inévitablement, au moins en partie, sur le nôtre. Après tout, nos officiers supérieurs fréquentaient régulièrement les collègues d'état-major et les écoles de guerre des

États-Unis et nos responsables du développement des méthodes de combat collaboraient étroitement avec nos alliés américains et britanniques. À ce cocktail toxique s'ajoute le fait que les forces terrestres s'étaient aventurées dans le concept de « Révolution dans les affaires militaires » (RAM) au cours des années 1980, même si la nature exacte dudit concept était alors et reste encore difficile à définir. Néanmoins, jusqu'au milieu des années 1990, la réflexion de l'Armée canadienne sur la guerre s'est faite sans tenir compte de l'histoire, de façon non empirique, en négligeant les données pertinentes tirées de nos expériences passées et en se basant sur une philosophie clausewitzienne redécouverte.

Jusqu'à un certain point, il est compréhensible que les officiers supérieurs de l'Armée canadienne aient été endormis par les adeptes de Clausewitz. Le modèle prussien, ancré dans la tradition, la discipline et l'innovation tactique, était attirant pour une armée qui s'efforçait de préserver son identité militaire propre après l'unification, alors que l'uniforme était le même pour chaque environnement (Terre-Air-Mer). En outre, les approches rationnelles, scientifiques, techniques et empiriques de la guerre sur terre tendaient à être mal accueillies par des soldats qui préféraient les explications romantiques de Clausewitz, c'est-à-dire que la guerre relevait d'éléments intangibles – génie du leadership, rôle de la chance, volonté et discipline des armées et humeur des rois et des empereurs. Presque toutes les guerres auxquelles le Canada a pris part montrent clairement que, très souvent, ce n'est pas le génie des soldats qui importe, mais bien les efforts collectifs découlant d'un bon

Cet état de choses contribue certainement à expliquer pourquoi se poursuivent encore les critiques générales à l'endroit des commandants canadiens, surtout ceux de la Seconde Guerre mondiale, et elles restent le fait de personnes largement associées à l'école de Clausewitz et, donc, sujettes à mettre en œuvre ses règles. Cela pourrait aussi expliquer pourquoi, lors de visites de champs de bataille canadiens partout dans le monde, visites organisées par les collègues d'état-major canadiens, on continue à insister sur le caractère « brillant » de la tactique allemande et à présenter nos idées comme hors de propos et sans éclat. Il est permis de se demander comment l'Armée canadienne a réussi à gagner quelque chose car apparemment, Clausewitz « avait raison sur toute la ligne ». Sommes-nous tellement aveuglés par les uniformes et l'élan prussiens que nous devons faire état de nos propres innovations en disant, selon les propres mots d'un historien, « ...rien de flamboyant, mais tout de même efficace »? On dirait que nous sommes déçus du fait que l'Armée canadienne n'avait pas besoin d'une poignée de génies « plus grands que nature » pour connaître le succès et remporter la victoire sur le champ de bataille.

Beaucoup ont soutenu que Clausewitz avait enseigné aux armées de l'OTAN à nier l'existence de modèles de guerre et, donc, collectivement, nous ne consacrons à ces modèles que peu de temps, voire pas du tout. L'armée ne consacre certainement pas beaucoup de temps aux études de cas qu'elle a juste sous les yeux – on ne peut s'empêcher de se demander en quoi l'étude de la sagesse clausewitzienne est plus valable pour nous que l'étude de l'œuvre de penseurs canadiens comme George

Taylor Denison III, William Heneker, Lawrence Buchan, Arthur Currie, E.L.M Burns et A.J.P. Bailey, par exemple. Ou en quoi l'étude de certaines séditions, comme la sempiternelle campagne de Malaisie, est plus bénéfique pour l'Armée canadienne que l'étude de ses propres combats anti-insurrectionnels, de ses luttes contre la sédition et de ses campagnes de stabilisation de la fin de la Première Guerre mondiale et aux Pays-Bas à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et il est probable que l'on vous regardera avec de grands yeux ronds. On vous regardera de la même façon si vous posez certaines questions comme : « Pourquoi étudier seulement les opérations couronnées de succès, comme en Malaisie, si

nous apprenons davantage en étudiant nos erreurs passées? Pourquoi craignons-nous d'étudier plutôt la rébellion Mau-Mau, par exemple? »

L'Armée canadienne ne peut se permettre d'être dominée par l'art des opérations « centrées sur le commandement »,



Major-général Bert Hoffmeister près de Castrocielo, en Italie, le 23 mai 1944.

commandement et du refus de solliciter la chance, tout en acceptant des risques calculés pour infliger efficacement des pertes à l'ennemi. Pourtant, cela semblait peu importer à ceux qui se limitaient au strict « aspect tactique » du combat. Le militarisme et la philosophie à la prussienne étaient en vogue, de sorte que parfois, c'est tout ce qui comptait.

romantique et d'inspiration prussienne sans avoir à envisager un large éventail d'arts et de sciences militaires comme outils conceptuels et doctrinaux visant à résoudre nos problèmes militaires. L'intuition et les éléments intangibles seuls ne peuvent constituer la base de formules et de cadres garantissant le succès. Nos problèmes continuent lorsqu'il s'agit de neutraliser le « centre de gravité » de l'ennemi tout en mettant en œuvre l'approche exhaustive, mais parfois nébuleuse, des opérations nous rappellent constamment cette réalité. Il faut étudier l'histoire et il faut recueillir des données concernant ce qui a fonctionné et ce qui a échoué, et *pourquoi*.

La tendance à négliger les leçons associées à notre propre histoire, jusqu'à tout récemment, a entravé d'autres efforts visant à préparer l'armée en vue de l'après-guerre froide, et ce, intellectuellement comme du point de vue de la doctrine. Ce désintérêt apparaît sans doute avec le plus d'évidence dans le fait qu'après presque deux décennies d'opérations dans les Balkans, ni le MDN ni l'armée n'ont encore rédigé une histoire officielle

d'honneur et de gloire et, certainement, il n'y a pas eu de grandes batailles de chars comme celles qui ont marqué les campagnes en Normandie et dans le nord-ouest de l'Europe. De plus, trop souvent, à l'époque de la guerre du Vietnam, le génie militaire était bien plus nécessaire à Washington qu'à Saigon, et les soldats sur le terrain étaient souvent frustrés des directives obtuses et apparemment déconnectées émanant des politiciens, aux États-Unis. Pour utiliser une expression bien connue au Canada, l'époque de la guerre du Vietnam et la période l'ayant immédiatement suivie ont été, pour l'armée américaine, une « décennie de la noirceur ». Cela expliquerait sûrement la volonté d'utiliser la guerre du Kippour au Moyen-Orient, plutôt que les guerres menées par les États-Unis, comme modèle et cadre afin de construire « l'armée de l'excellence » aux États-Unis pendant les années 1980. Pourquoi les États-Unis délaisseraient-ils leurs propres traditions offensives pour reproduire un modèle prussien qui n'a pas permis à l'Allemagne de connaître la victoire au cours des guerres du 20^e siècle? Les historiens cherchent encore une réponse à cette question.



Lieutenant C.E. Nye/ministère de la Défense nationale du Canada/Bibliothèques et Archives Canada/PA-171701

Lieutenant-General E.L.M. Burns

de cette campagne complexe. Pourtant, ce conflit a permis aux officiers supérieurs et aux sous-officiers d'aujourd'hui de constater la nature brutale et bouleversante de la « guerre parmi les peuples ». Donc, pourquoi l'Armée canadienne choisit-elle d'accorder si peu d'attention à cette campagne et à ses leçons?

Il se peut que l'Armée canadienne ait ignoré son expérience dans les Balkans pour les mêmes raisons que les généraux américains Starry et Dupuis ont tout fait pour oublier le Vietnam. La lutte anti-insurrectionnelle n'a compté que peu de combats décisifs, encore moins d'occasions de se couvrir

Du point de vue psychologique, la difficulté que la lutte anti-insurrectionnelle pose aux penseurs militaires ne devrait jamais être sous-estimée. Comme me l'a récemment dit un major-général britannique très expérimenté, dans le cadre d'une discussion sur la doctrine, « ...les soldats professionnels montrent un certain dédain face aux opérations de contreinsurrection (COIN), et si l'Afghanistan représente le futur, il s'agit d'une voie que peu de soldats "conscients de leur dignité" souhaitent emprunter ». Après le Vietnam, l'armée américaine a insisté sur le fait, par conséquent généralement accepté par les armées de l'OTAN, que les forces polyvalentes ne participeraient plus jamais à des opérations anti-insurrectionnelles. De nouveau, l'étude de Clausewitz a justifié en partie l'affirmation selon laquelle des forces classiques ignoraient ce type de guerre. Au lieu de conclure que le philosophe prussien avait négligé quelque chose en ne consacrant que 5 des 660 pages que compte son œuvre à « La nation en armes », les soldats et les chercheurs ont considéré cette « méprise » comme une preuve que la véritable manière de gagner des guerres reposait sur la manœuvre et sur une bataille décisive.

Naturellement, une grande partie de l'ouvrage de Clausewitz intitulé « *De la guerre* » est un essai philosophique de style kantien visant à résoudre la « ... contradiction dialectique entre la violence illimitée du combat et les objectifs politiques très limités de la guerre monarchique ». La population et la gouvernance, ces deux éléments pour lesquels nous sommes censés combattre en Afghanistan, sont absents de la réflexion de Clausewitz. Ce dernier préfère des combats décisifs susceptibles de mettre un terme à toute guerre, des combats d'annihilation – stratégie politiquement inacceptable et opérationnellement inutile aux gouvernements démocratiques et aux armées qui tentent de mener des opérations anti-insurrectionnelles prolongées destinées à infliger des pertes à l'ennemi tout en orientant la population vers une nouvelle forme de gouvernance, de style occidental.

Nulle part cette révélation n'est plus évidente que dans les messages répétés des commandants de retour d'Afghanistan. Avec une franchise et une honnêteté intellectuelle louable, nos généraux ont admis leur frustration face à l'approche exhaustive, leur incapacité apparente à mettre en œuvre efficacement « l'art



Un missile surface-air 6 égyptien et un char Centurion israélien – Guerre du Kippour, le 1^{er} octobre 1973.

des opérations » de Clausewitz au sein du CR(Sud) et les difficultés associés à l'identification et à la neutralisation de « centres de gravité » toujours changeants. Pourtant, on peut soutenir qu'il n'y a aucune honte à être malmené par un adversaire qui, pour peu qu'il applique le cycle OODA (observation, orientation, décision et action), découragera toute tentative stratégique ou opérationnelle visant à y pénétrer. De même, il n'y a pas de honte à être frustré face aux demandes d'élaboration d'un plan de campagne de type clausewitzien devant aussi comprendre une stratégie de sortie. Clausewitz n'a jamais beaucoup réfléchi à ce qui arriverait une fois que les Prussiens auraient pris Paris. Son principal conseil en matière de lutte contre l'insurrection après un conflit – ce que nous appellerions aujourd'hui « opérations de stabilisation » – était : « Lorsque les paysans sont réunis dans des villages, l'attaque peut laisser des garnisons dans les localités les plus turbulentes ou même les faire piller ou incendier par mesure de répression... ». Conseil pas vraiment utile aux commandants d'aujourd'hui, ce qui est peu dire.

Si l'armée a appris quelque chose en Afghanistan, c'est que la philosophie militaire romantique prussienne qui a dominé la pensée conceptuelle et doctrinale de l'Armée canadienne au cours des trois dernières décennies n'est pas la solution unique à tous les problèmes, contrairement à ce que l'on veut faire croire. Il n'y a pas beaucoup à tirer non plus de faire appel à certains exemples d'insurrections étrangères contre lesquelles ont lutté nos alliés et où la chance et les circonstances particulières combinées à des éléments clausewitziens ont permis d'obtenir le genre de victoire que nous aimerions encore connaître. L'Armée canadienne ne doit pas répéter l'erreur qu'a faite l'armée américaine en abandonnant la guerre du Vietnam au profit de la guerre du Kippour. Nous ne devons pas non plus mettre de côté l'esprit innovateur de soldats comme Denison, Heneker, Currie et Burns pour adopter de nouveau des penseurs à la Clausewitz.

Il ne faut pas rejeter Clausewitz comme sujet d'étude. Ses écrits, comme ceux de ses contemporains, ont influencé cer-

tains des plus grands chefs militaires des 19^e et 20^e siècles et, ne serait-ce que pour cette raison, les soldats professionnels doivent connaître et évaluer ses idées. Toutefois, l'analyse et la compréhension de « *De la guerre* » ne signifient pas qu'il faut se limiter à cet ouvrage, surtout aux dépens d'idées et de concepts plus pertinents et beaucoup plus en rapport avec les circonstances actuelles.

Comme l'écrit le célèbre historien Hew Strachan dans sa biographie de Clausewitz, « ...ceux qui ont simplifié *De la guerre* ont rendu un bien mauvais service, pas seulement parce qu'ils ont été sélectifs et égocentriques dans leurs jugements, mais aussi parce qu'ils ont effacé la richesse d'un texte dont l'ampleur continue d'étonner. La tâche la plus importante est de revenir à ses écrits propres et à les replacer dans le contexte de leur époque, pas de la nôtre. » Si les lecteurs devaient ne retenir qu'une chose du présent article, ce devrait être cet extrait.

Les responsables des concepts et de la doctrine de l'Armée canadienne ont déjà les yeux tournés au-delà de l'Afghanistan, mais tout ce qu'ils produisent doit découler des leçons de cette campagne et être façonné par cette campagne. Si l'armée souhaite s'éviter d'autres « décennies de la noirceur », elle doit résister à la tentation d'ignorer sa propre histoire et éviter de succomber aux influences bien intentionnées mais mal avisées de ses alliés. Oublier Clausewitz et nous en remettre à notre propre ingéniosité et à notre propre héritage : voilà la grande leçon que l'Armée canadienne doit tirer de son expérience en Afghanistan.

Le Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph. D., est un soldat et un chercheur, connu pour ses travaux dans différents domaines : études stratégiques, innovation, biographies et histoire militaire. Il est actuellement le rédacteur en chef du Journal de l'Armée du Canada; il supervise des projets surtout axés sur le développement des capacités au sein de la Direction des concepts et schémas de la Force terrestre.